

Syndicalisme, mouvement social et Résistance.

Chronologie :

On peut aussi consulter :

-La chronologie sur le site d'histoire sociale de l'université Paris I / Maitron :

<http://biosoc.univ-paris1.fr/histoire/chrono/chrono5.htm>

-La « chronologie syndicale » construite par André Narritsens à la fin du volume consacré au Syndicalisme dans la France occupée publié aux Presses universitaires de Rennes. (Voir bibliographie)

1939 :

18 septembre : À la suite de l'entrée de l'Armée rouge en Pologne le 17, le Bureau confédéral de la CGT prononce l'exclusion de tous ceux qui n'ont pas condamné l'invasion.

21 septembre : Interdiction de *La Vie Ouvrière*, journal des ex-unitaires.

25 septembre : La commission administrative de la CGT confirme la décision du bureau confédéral. (24 voix pour, dont 3 avec réserve, contre 5 et 2 abstentions).

26 septembre : Décret portant dissolution du Parti communiste et des organisations affiliées (*Journal officiel*, 27 septembre 1939). Entre septembre 1939 et mars 1940, 620 syndicats et 675 associations où siégeaient des communistes seront dissous, 2.778 élus déchus de leur mandat, 3.400 arrestations effectuées et 3.000 sanctions prises contre des fonctionnaires.

7 octobre : Déclaration d'intention tripartite -patronat, syndicats et gouvernement- connue sous le nom de « Accords Majestic » élaborée par les représentants de la CGT (Jouhaux et Chevalme) et de la CGPF (Lambert-Ribot délégué patronal au BIT et Lenté président de l'UIMM), en présence du ministre de l'armement (Raoul Dautry).

1940 :

Janvier : Parution de la première édition de la *Vie Ouvrière* clandestine.

24 juin : Réunion du bureau confédéral de la CGT à Bordeaux : adoption de l'idée d'une « Communauté française du travail » au sein de laquelle pourrait s'effectuer une collaboration permanente entre toutes les organisations professionnelles d'employeurs et de salariés.

20 juillet : Réunion à Toulouse d'un Comité confédéral national (CCN) restreint de la CGT auquel participent 24 fédérations d'industrie et 28 unions départementales. La CGT se donne

alors « pour but de défendre les droits sacrés du travail, d'accroître le niveau de vie des travailleurs, de protéger la famille de ces derniers et de collaborer à la prospérité nationale ».

16 août 1940: Promulgation de la loi qui dissout l'ensemble des confédérations tant ouvrières (CGT, CFTC) que patronales (CGPF, mais aussi le comité des forges et le comité des houillères) et mise en place de comités d'organisation qui, dans chaque branche professionnelle, planifient, organisent, réglementent tous les aspects de la vie industrielle.

9 novembre 1940 Entrée de René Belin, ancien secrétaire confédéral de la CGT, et ancien responsable de la tendance « syndicats » au sein de celle-ci, dans le gouvernement de Pierre Laval au poste de ministre de la production industrielle et du travail.

Le même jour, parution des décrets portant dissolution du Comité des Houillères, du Comité des Forges, de la Confédération générale du Patronat français, de la Confédération française des Travailleurs chrétiens, de la Confédération générale du Travail et de la Confédération des Syndicats professionnels français (*Journal officiel*, 12 novembre 1940).

15 novembre 1940 : Publication du « manifeste des Douze » (trois CFTC, neuf CGT) rédigé par Christian Pineau. Six jours après la dissolution effective de la CGT, la majorité des syndicalistes fidèles à Jouhaux s'organise en un Comité d'études économiques et syndicales (CEES): neuf responsables de l'ex-CGT signent avec les trois principaux dirigeants de l'ex-CFTC un texte connu sous le nom de « Manifeste des douze ». Ce texte est considéré comme constituant le point de départ de l'action syndicale des confédérés dans la Résistance.

1er décembre Des syndicalistes CGT et CFTC sortent le premier numéro clandestin de *Libération* dans la zone occupée.

1941

27 mai / 9 juin: Grèves dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais. Le 27 mai 1941 éclate une grève ouvrière dans l'exploitation minière de l'arrondissement de Béthune et des districts voisins. Les motifs de la grève sont purement revendicatifs et la grève s'étend rapidement. Elle est à son apogée le 4 juin, quand près de 80% des mineurs cessent le travail. Dans un bassin minier en plein état de siège, la reprise du travail a lieu le 10 juin. La répression est très dure : 450 condamnations à des peines de prison, déportation de 250 hommes à Sachsenhausen dont 30 décèdent pendant le transport.

22 octobre : Plusieurs responsables syndicaux ex-unitaires figurent parmi les fusillés de Châteaubriant parmi lesquels notamment Jean Pierre Timbaud (Métaux) Charles Michels (Cuir et peaux), Désiré Granet (Papiers-cartons) ...

26 octobre : Publication au Journal officiel de la loi du 4 octobre relative à l'organisation sociale des professions, des branches industrielles et commerciales plus connue sous l'expression générique « charte du travail ». Elle instituait 29 « familles professionnelles » subdivisées en 5 « syndicats professionnels uniques » (employeurs, ouvriers, employés, agents de maîtrise et ingénieurs, cadres administratifs et commerciaux). Echappaient à son champ d'application, outre l'agriculture, la fonction publique et certaines professions libérales dotées d'un ordre. Dans l'ensemble, la charte du travail fut un échec. Elle fut abrogée par l'ordonnance du 9 août 1944.

1942 :

7 mars : Exécution à Evreux de Pierre Sémard, ancien secrétaire de la Fédération CGT des Cheminots et ex-unitaire.

22 septembre : Rencontre à Cahors entre Léon Jouhaux et Raymond Semat, ex-unitaire de la Fédération des métaux.

26 septembre : Arrestation de Léon Jouhaux. Livré aux autorités allemandes en 1943, il est interné en Allemagne puis en Autriche jusqu'en mai 1945.

13-15 octobre : Grèves dans la région lyonnaise, d'abord aux ateliers d'Oullins contre l'envoi de cheminots en Allemagne puis d'autres mouvements ont lieu dans les dépôts de la région (Lyon-Mouche, Lyon-Vaise, Lyon-Perrache, Vénissieux) et aux usines Berliet ...

1943 :

16 février : Loi instaurant le Service du Travail obligatoire (STO), dont Bichelonne est l'un des principaux rédacteurs. Cette loi est accompagnée d'un décret portant réquisition des jeunes gens nés en 1920, 1921 et 1922 (*Journal officiel*, 17 février 1943).

17 avril 1943 : « Accords du Perreux », du nom de la commune du département de la Seine où se tient la réunion, entre confédérés et ex-unitaires. Le texte de l'accord, non écrit, entre les protagonistes de la rencontre (Louis Saillant et Robert Bothereau pour les ex-confédérés, André Tollet et Henri Raynaud pour les ex-unitaires) est publié en annexe d'une circulaire confédérale adressée le 5 octobre 1944 aux fédérations et aux unions départementales de la CGT.

27 mai : Première réunion du CNR à Paris: la CGT est représentée au CNR par Louis Saillant et la CFTC par Gaston Tessier.

Août : Début de la parution de *Résistance Ouvrière*, journal des ex-confédérés.

1944 :

27 juillet : Ordonnance du GPRF abrogeant la Charte du Travail et rétablissant les syndicats existants au 3 septembre 1939 (*Journal officiel*, 30 août).

18 août : Appel à la grève générale lancé par la CGT et la CFTC pour la libération de Paris.

27 août : Première réunion du bureau confédéral de la CGT dans l'immeuble de la CGT.

8 septembre : Reparution de la *Vie Ouvrière*, animée par les ex-unitaires.

16 septembre : Reparution de l'hebdomadaire *Le Peuple*.

19 septembre : La CGT propose l'unité organique à la CFTC qui la refuse.

5 octobre : Publication d'une circulaire confédérale de la CGT, de « reprise de contact avec les organisations » (Robert Bothereau).

18 octobre : Début des travaux de la commission nationale de reconstitutions des organisations syndicales présidée par Oreste Capocci puis par Lucien Jayat.

4 novembre : Reparution légale de *Syndicalisme*, édité par la CFTC.

24 novembre : Reparution légale de l'hebdomadaire *Résistance ouvrière*, animé par les militants ex-confédérés.

1945 :

27 au 29 mars : Premier CCN de la CGT depuis la Libération.

8 mai : Retour en France de Léon Jouhaux.

4 au 6 septembre : CCN de la CGT. Le dirigeant ex-unitaire Benoît Frachon devient secrétaire général de la CGT, fonction partagée avec Léon Jouhaux jusqu' à la scission de 1947.

27 septembre : Dans le n°45 de l'hebdomadaire *Résistance ouvrière*, article de Louis Saillant « Depuis le dernier CCN -il faut le dire et en convenir loyalement- la majorité des militants au sein du CCN est communiste ».

3 au 8 Octobre : Création de la Fédération Syndicale Mondiale (FSM) dont Louis Saillant devient le secrétaire général.

1946 :

8 au 12 avril : 26e congrès national de la CGT à Paris, le premier depuis celui de Nantes en 1938. La CGT revendique plus de 5 millions et demi d'adhérents (discours d'ouverture de Benoit Frachon). Selon l'historien A. Prost, elle compte en réalité 3 800 000 syndiqués.